Le développement à la croisée des chemins

Jean Copans et Claude Freud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16652>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.16652

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 8 septembre 2011

Pagination : 299-310

ISBN : 978-2-7132-2298-6

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Jean Copans et Claude Freud, « Le développement à la croisée des chemins », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 202-203 | 2011, mis en ligne le 27 octobre 2013, consulté le 20 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16652> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.16652>

Ce document a été généré automatiquement le 20 juin 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Le développement à la croisée des chemins

Jean Copans et Claude Freud

- 1 Ce numéro spécifiquement dédié à ce qu'on appelle le développement constitue une espèce de paradoxe pour deux raisons : il n'est que le second numéro des *Cahiers d'Études africaines* explicitement consacré à ce thème sous une formule générale, bien qu'interrogative, et surtout il fait suite au bilan des cinquante ans de la revue, ce qui pourrait présager l'enterrement d'un domaine d'études qui n'aurait pas réussi à percer éditorialement et par conséquent scientifiquement au cours du demi-siècle écoulé¹. Pourtant quelques textes d'importance rappellent qu'il n'en a rien été et que les *Cahiers d'Études africaines* ont constitué, dès leur première année, une source de réflexion sur ce sujet².
- 2 Il est vrai que les études de développement, au sens générique mais surtout anglo-saxon du terme (development studies), n'ont jamais véritablement existé en France. L'histoire coloniale d'abord et l'histoire des sciences sociales appliquées aux régions tropicales puis sous-développées et aujourd'hui du Sud ensuite expliquent cette évolution originale. Les défaites militaires et coloniales de l'Indochine puis de l'Algérie justifient, à partir du début des années 1960, la préoccupation exclusive pour l'Afrique noire au sud du Sahara, dans la réflexion mais surtout dans l'action de développement à la française (Copans 2011). Ce succès pluridisciplinaire s'explique aussi par le rôle central du sociologue et anthropologue Georges Balandier, qui était africaniste, dans la genèse de l'étude du Tiers-Monde, du sous-développement à partir, initialement, de la situation coloniale (sous-entendue africaine). Les thèmes du changement social, de la modernisation, de la modernité préfigurent dans les années 1950 l'apparition de la préoccupation pour les effets du développement... capitaliste lui-même, que ce soit pour des raisons idéologiques (anti-impérialisme) ou théoriques (le développement du sous-développement, les modes de production précapitalistes et par conséquent capitalistes, la dépendance, etc.).
- 3 Nous avons utilisé l'expression de pluridisciplinarité car l'étude du développement est d'abord une affaire de géographie et de sociologie, puis avec le temps, d'anthropologie

(mais pas d'ethnologie), et surtout d'économie. L'histoire fut presque totalement absente de cette préoccupation, mais il faut noter que les autres disciplines avaient adopté explicitement ou même implicitement un réflexe historien qui reste certainement l'une des images de fabrique forte des versions française et francophone de l'étude du développement.

- 4 Notre projet remonte au début de l'année 2008 mais c'est au mois de septembre 2008 dans le n° 191 des *Cahiers d'Études africaines* qu'est publié l'appel à contributions. Notre souhait est d'en désafricaniser la thématique mais, comme les lecteurs le constateront aisément, nous avons échoué sur ce point malgré de nombreuses sollicitations transcontinentales. Nous avons mis en avant trois thèmes de réflexion :
 - la volonté d'examiner le développement dans sa configuration globale depuis les lieux centraux de son élaboration jusqu'aux groupes bénéficiaires les plus éloignés ;
 - la nécessité de transcender des approches écartelées entre des orientations forcément locales et nationales et des idéologies globalisantes comme le panafricanisme radical d'une part, et des inspirations continentales et des objectifs plus globaux ou mondiaux de l'autre ;
 - le rôle de l'État ayant été heureusement revalorisé depuis la fin des années 1990, il nous semblait important de confronter des démarches encore trop libérales à la morale organisationnelle réelle des programmes de « bonne gouvernance ».
- 5 En conclusion de l'appel, nous posions cette question quasi épistémologique : peut-on analyser les sociétés dites en développement indépendamment des opérations et programmes dont elles sont l'objet ?
- 6 Malgré la prolongation conséquente de la date de remise des manuscrits (à cause de l'importance soudaine prise par le numéro anniversaire de 2010), les défections non africanistes ont été nombreuses et, plus inquiétante encore, fut la faiblesse du nombre effectif des participations africaines (mais non des promesses de collaboration). Certes, ce qui fait la réputation d'un numéro thématique collectif c'est la qualité de ses textes et la rencontre, rendue visible, de préoccupations communes à partir d'expériences diverses et disparates. Mais le poids des habitudes académiques (ou des réflexes idéologiques) est parfois rédhibitoire : la référence africaniste paraissait probablement peu valorisante pour les uns, alors que la réputation plutôt « traditionniste » des *Cahiers* (le poids des approches ethno-anthropologiques, historiques et culturelles dans les thématiques de la revue) pouvait sembler insuffisamment postcoloniale et post-développementaliste pour les autres.
- 7 Nous pensons nous inscrire néanmoins dans un mouvement plus profond de réévaluation non seulement du développement mais surtout des études et des analyses de ce dernier. En témoignent un certain nombre de publications tout à fait symboliques depuis deux ou trois ans dans la dynamique de laquelle notre numéro s'inscrit tout naturellement³. Mais avant d'en venir à une brève présentation des textes et des critères de leurs rapprochements ou distinctions, nous voudrions faire un double détour qui puisse éclairer les champs actuels du développement d'une part, et de ses études de l'autre.
- 8 À l'époque où les anciennes colonies françaises, anglaises et belges ont pris leur indépendance, la conception du développement vue par les économistes se référait tout à la fois au marxisme et au keynésianisme. Le principe fondamental du développement résidait dans l'investissement productif. L'État avait un rôle primordial concernant les financements, en substitution aux capitaux privés qui s'étaient retirés. Il avait aussi un rôle prééminent concernant la régulation de l'économie. Le tout prenait place dans un

environnement protégé (protection tarifaire de l'industrie naissante, caisses de stabilisation des prix pour les produits agricoles).

- 9 Le débat portait sur la place de l'industrie dans le développement : priorité à l'industrie lourde comme dans le modèle russe, qui devait entraîner dans un deuxième temps le développement de l'industrie légère puis de l'agriculture ou développement équilibré, avec un effort dès le départ aussi important pour l'agriculture que pour l'industrie.
- 10 L'acteur principal du développement était l'agronome, ou sous une autre version l'agro-économiste, qui devait mettre en œuvre des grands projets agro-industriels (coton, palmier à huile, aménagements hydro-agricoles pour la culture du riz) sur le modèle de l'Office du Niger des années 1935, lui-même copie des grands aménagements mis en place aux États-Unis et en Europe, après la crise de 1929, comme la Tennessee Valley Authority.
- 11 Certains anthropologues étaient absents du paysage, ne voulant pas se compromettre avec les autorités, qui les avaient plus ou moins instrumentalisés pendant la période coloniale, et ils préféraient développer des recherches de type structuro-fonctionnaliste, approche plutôt statique qui n'allait pas dans le même sens que l'approche du développement, devant être dynamique par nature.
- 12 Cependant, à la fin des années 1970, le développement n'était pas au rendez-vous. La crise s'installait, les financiers prenaient le relais des économistes. Ces derniers abandonnaient l'économie appliquée pour se réfugier dans la construction de modèles macro-économiques à portée universelle. Pendant ce temps on assistait à un retour vers une agriculture traditionnelle — faute de moyens financiers pour investir dans les engrais et les produits phytosanitaires — concomitamment à la disparition de la vulgarisation agricole, suite à la suppression des organismes d'intervention en milieu agricole, conséquence de l'ajustement structurel.
- 13 Les grands bureaux d'études ayant également disparu à cette époque, les agences d'aide — dont le personnel s'était renouvelé (des personnalités provenant de mouvements associatifs ayant remplacé les anciens administrateurs coloniaux) — ont alors fait appel à des consultants (professeurs d'université et chercheurs), pour comprendre les raisons pour lesquelles le développement n'était pas au rendez-vous. L'objectif étant toujours par ailleurs de trouver de nouvelles voies de développement.
- 14 Enfin, au cours des années 1980, les anthropologues investissent le domaine du développement. Ils remettent en honneur les savoirs paysans et décrivent les solidarités communautaires. Le thème principal des recherches devenait l'étude des stratégies paysannes. La méthodologie préconisée était la recherche-développement : l'anthropologue s'impliquait dans le développement, il participait à la mise en place d'organisations paysannes, il était l'initiateur de nouvelles formes de commerce, avec les réseaux de commerce équitable... La conception du développement passait des grandes fermes d'État à l'agriculture familiale, les intervenants n'étaient plus des agents de l'État, mais des animateurs des ONG. L'industrialisation comme thème d'étude cédait la place à celui de l'urbanisation.
- 15 Au cours des années 1990, les agences d'aide « n'avaient pas beaucoup d'argent, mais avaient des idées [...] » et ont voulu les faire confirmer par des autorités scientifiques. Elles ont choisi, du coup, des thèmes de recherche correspondant aux politiques qu'elles voulaient mettre en œuvre : la gouvernance, la décentralisation, le micro-crédit, la lutte contre la corruption... La problématique générale devenait la lutte

contre la pauvreté dans le cadre du développement durable. Cette problématique était en fait celle des pays développés, et le développement des forces productives, qui est la vraie problématique des pays sous-développés, s'en trouvait oublié.

- 16 Les consultants économistes, anthropologues, agronomes, politologues se sont engouffrés dans ce créneau, abandonnant toute problématique propre. Les agronomes et les sociologues se sont faits économistes, les économistes sociologues. Les économistes ont abandonné le calcul économique pour privilégier l'étude des comportements (l'aversion au risque, l'asymétrie de l'information...), domaine d'études des derniers Prix Nobel d'économie.
- 17 Pour faire bonne mesure, ces mêmes agences avaient réclamé que des nationaux, qui étaient issus des sociétés locales, participent à ces consultations. Ce qui n'était pas sans soulever des problèmes, car la consultance n'a de sens que si le chercheur a accumulé des connaissances et des pratiques de recherche confirmées. Or, bien souvent, les chercheurs africains n'ont pas eu le temps d'acquérir ce capital et ils servent alors plus de caution politique que de caution scientifique.
- 18 Aujourd'hui en ce début du XXI^e siècle, le développement n'est toujours pas à l'ordre du jour. La compétition mondiale qui s'est développée dans le cadre de la mondialisation n'a pas laissé de place pour l'économie familiale prônée par les ONG. On devrait plutôt tirer des enseignements du développement des pays émergents, les seuls à se développer. Ils font appel aux mêmes recettes que celles qui avaient été appliquées par les pays développés : l'investissement productif, la création d'un marché intérieur pour écouler les productions, et la formation. Ce que nous entendons ici par formation, c'est l'apprentissage de la vie moderne avec la notion de ponctualité, la lutte contre l'absentéisme, l'ancrage de la notion de maintenance et l'augmentation des rythmes de travail.
- 19 Ainsi, la contextualisation internationale devenue mondiale du développement a considérablement changé. Le passage du développement par le biais d'une forme d'État-providence, conforté par une rente d'aide de la part des pays dominants de l'économie développée (capitaliste et socialiste), à une forme plus décentralisée et éclatée articulant ONG et libéralisation marchande accrue, a complètement renversé les termes globaux du développement. La conjoncture est maintenant dictée par l'ouverture aux marchés, la mondialisation financière, la montée en puissance de l'humanitaire ; le développement se trouve de plus en plus réduit à des réponses d'urgence à la désorganisation de l'accès aux besoins de base (lutte contre la pauvreté), à la crise des appareils politiques nationaux (gouvernance), aux conflits territoriaux et civils (réfugiés et migrants) et enfin aux catastrophes socio-naturelles (famines, tremblements de terre). Le développement a pris la forme d'une reconstruction sociétale sous conditions, des conditions toujours extérieures.

La nouvelle contextualisation du développement

- 20 L'étude et l'analyse du développement par les sciences sociales se sont bien sûr adaptées à ces nouvelles réalités. Mais ces disciplines ont également subi une série de transformations internes liées autant aux évolutions conceptuelles et méthodologiques elles-mêmes qu'aux mutations des configurations idéologiques internationales post-communistes. En fait, les confrontations domination coloniale/luttes de libération nationale, développement/sous-développement, capitalisme/socialisme/tiers-

mondisme, ont débouché sur des conceptions encore plus globalisantes des évolutions sociétales : un altermondialisme réduit à une lutte contre la financiarisation de l'économie mondiale ; une décroissance idéaliste aux mutations sociales imaginaires ; une revendication environnementaliste qui privilégie, par habitude et connaissance, des problématiques « nordistes » ; un post-développementalisme, également anti-économique, qui prolonge un certain radicalisme plus ou moins néo-marxiste d'origine anglo-saxonne.

- 21 Ces inspirations sont aussi bien thématiques que conceptuelles et disciplinaires, mais elles sont tout d'abord politiques. Elles comportent une part d'illusion puisqu'elles tournent le dos, selon nous, à une conception plus pragmatique et plus ordinaire du développement, qui ne serait finalement qu'un terme dépassé historiquement pour symboliser la volonté de mettre au point des politiques économiques nationales dignes de ce nom.
- 22 Il faudrait relancer des recherches multidisciplinaires et non des recherches touche à tout, telles qu'elles sont menées actuellement. Des équipes comprenant des économistes, anthropologues, agronomes, industrialistes devraient être formées, sans subordination d'une spécialité à une autre. Les économistes devraient s'attacher à calculer la faisabilité économique des projets et à leur évaluation ; les anthropologues à la mise en lumière des « freins » à la production (force de travail, foncier, moyens financiers, besoins de formation technique) ; les agronomes à essayer de résoudre les problèmes agronomiques que rencontrent les paysans ; les industrialistes enfin, à transposer des techniques qui permettent de transformer les produits agricoles à des coûts compétitifs.
- 23 Mais la tâche des chercheurs est à la fois plus ambitieuse et plus modeste. Elle consiste à clarifier le bilan des recherches et des réflexions du demi-siècle écoulé et à rappeler que l'analyse des sciences sociales doit d'abord porter sur les pratiques et les représentations de ces pratiques dans le champ sociétal puis mondial, et non pas sur des modèles de nature tout aussi idéologiques qu'à l'époque des indépendances postcoloniales des années 1960 ou des ajustements structurels et des programmes de lutte contre la pauvreté des années 1980-1990. En fait, l'objectif des sciences sociales est de décortiquer à la fois les modes d'organisation et les cultures professionnelles de chacune des catégories d'acteurs engagés dans le développement : du monde socio-institutionnel du directeur du FMI aux dynamiques conflictuelles des animatrices des programmes de maraîchage féminin, des fonctionnaires nationaux en charge de la mise en place d'un projet donné aux bénévoles ou contractuels des petites ONG occidentales d'origine rurale ou de banlieue⁴.

Une étude du développement plus globale

- 24 Cependant, les sciences sociales peuvent aller encore plus loin dans leur engagement analytique et critique. D'abord elles cherchent aujourd'hui à s'adresser à tous les acteurs des chaînes programmatiques et institutionnelles de ce qu'on appelle encore le développement : elles veulent contribuer à la formation professionnelle des acteurs d'ici et de là-bas, elles cherchent à débattre de la portée réelle et des effets dits pervers de toute action publique ou se présentant comme telle, elles soulèvent la question de la pertinence et de la légitimité de l'action soi-disant plus directe et plus populaire (ou démocratique !) des ONG, elles s'arrêtent enfin sur la portée et les limites de leurs

propres interventions. La déontologie du déroulement des enquêtes est enfin reconnue comme une préoccupation intégrante de l'étude du développement, et non seulement pour les cas flagrants et très problématiques de l'ingérence humanitaire militaire ou militaire humanitaire comme dans le cas de ces anthropologues « embarqués » dans l'armée américaine en Afghanistan pour faire mieux comprendre « la culture » des populations à pacifier et à développer aux soldats et aux officiers (Bonhomme 2007).

- 25 De fait, la plus grosse lacune en matière d'étude du développement provient du silence des historiens. Certes l'objet n'a qu'une soixantaine d'années et son envergure multinationale et continentale a de quoi faire tourner la tête. Pourtant, s'il y a une urgence c'est bien celle-là, car la réflexivité ou l'auto-réflexivité, voire les souvenirs des acteurs, ne peuvent suffire, d'autant que ces réflexions manquent de documentation comparative et approfondie. Il n'est pas certain cependant que cette histoire soit possible car les archives du développement ont souvent disparu, non seulement sur les terrains les plus lointains, mais aussi dans les sièges des organismes d'intervention. Les difficultés rencontrées par les étudiants en master pour y avoir accès lors de leurs recherches ou de leurs stages sont trop nombreuses pour les considérer comme un simple hasard. Cet état des choses explique très probablement la sur-idéologisation des affaires du développement, et cela est tout à fait regrettable. Que vaut en effet une politique économique mondiale qui fait le silence sur ses propres actions et encore plus sur ses propres passés ? L'instauration d'un débat plus public entre chercheurs, universitaires et étudiants autour des objectifs de la recherche et de l'enseignement en sciences sociales en matière de développement constitue l'un des objectifs ultimes de ce numéro (Copans à paraître). Il devrait pouvoir contribuer à une extension de ce débat au-delà des frontières académiques dans le monde professionnel et institutionnel du développement lui-même et, pourquoi pas, dans l'univers civil et civique des spectateurs, bénévoles et des participants, bénéficiaires de celui-ci.

Composition du numéro

- 26 Le numéro se compose de quinze articles, d'un document de travail, de deux chroniques bibliographiques, et d'une dizaine de comptes rendus. Quatre disciplines animent cette réflexion collective : l'économie bien entendu, la géographie, la sociologie et surtout l'anthropologie dont relèvent les deux tiers des textes. Cinq domaines regroupent ces réflexions.
- 27 Une première section porte prioritairement sur la problématique disciplinaire en tant que telle. Jean Copans s'interroge sur les modalités de la collaboration initiale puis du processus de synthèse entre la sociologie et l'anthropologie qui s'est partiellement étendu depuis dix ans à la science politique. L'élargissement du développement à l'humanitaire dans un contexte de mondialisation de plus en plus affirmé le conduit à proposer une grille de lecture et d'intervention en dix thèses afin de maîtriser les recompositions thématiques et disciplinaires en cours⁵. De son côté, l'économiste Philippe Hugon examine la relation ancienne entre ce qu'il considère comme des perspectives quelques peu dichotomiques, l'universalisme économique et le relativisme anthropologique. Ce débat, aussi ancien que l'étude du développement lui-même, confronte plusieurs démarches possibles qui doivent rester articulées entre elles de manière permanente.

- 28 La deuxième section, tout en évoquant le rôle des orientations disciplinaires, se focalise plus précisément sur des thèmes, des domaines ou des champs spécifiques au sein de l'étude du développement. Claude Freud rappelle la nature des problèmes récurrents du développement notamment au niveau des matières premières : la logique marchande des échanges internationaux n'a jamais permis de valoriser à sa juste mesure ces dernières, ce qui explique aussi bien les échecs que les apparentes répétitions des politiques dites de développement⁶. Les géographes Catherine Baron et Élisabeth Peyroux mettent en lumière les nouvelles règles du développement urbain définies par les interventions conjointes, complémentaires ou contradictoires, des secteurs publics et privés. Cet examen est mené de manière comparative entre deux pays fort dissemblables, le Burkina Faso et l'Afrique du Sud, ce qui permet de confronter d'emblée le sens des politiques urbaines dans des contextes socio-politiques, temporels et sociétaux différents. Plusieurs autres articles comparent des expériences différentes, mais ce texte est le seul à évoquer empiriquement deux pays précis. L'anthropologue Tarik Dahou reprend un des classiques de la culture du développement : celui de l'unité sociale de base des sociétés à développer et à moderniser. Bien que les termes de culture ou d'ethnie restent encore très présents dans le champ de la réflexion africaniste, l'expression de communauté subsume toujours toutes les autres. La communauté est la tradition qui n'ose dire son nom, et l'anthropologue nous démontre minutieusement que les penseurs du développement ne sont pas encore sortis de ce soi-disant paradigme anthropo-sociologique, la confrontation tradition/modernité. Akhil Gupta, anthropologue d'origine indienne devenu universitaire américain, s'attache en revanche à la notion qui fait depuis près de vingt ans l'actualité des programmes de développement, à savoir celle de pauvreté. Il peut paraître doublement paradoxal que cette notion, si centrale dans la reformulation d'un développement du post-ajustement, n'ait suscité qu'un seul texte, qui plus est rédigé par le seul non-africaniste du dossier ! Cet état de fait ne reflète qu'une triste réalité, l'extrême faiblesse des réflexions françaises et francophones critiques sur cette question et la nécessité de replacer justement cette notion dans une perspective plus sociétale qu'individuelle, comme dans la conceptualisation avancée par Amartya Sen depuis plus de vingt ans⁷. Enfin l'anthropologue Giorgio Blundo nous offre les résultats d'une recherche empirique en cours sur ce nouvel objet des études du développement, l'administration publique des États, en l'occurrence ici les services des Eaux et Forêts au Sénégal et au Niger. La multiplication des projets s'accompagne d'un délitement des administrations et d'une bipolarisation des cultures professionnelles, mais la tendance actuelle à leur disparition produit ce que G. Blundo dénomme, de manière paradoxale, des orphelins du développement.
- 29 La troisième section du dossier se tourne plus précisément vers les disciplines de l'anthropologie et de la sociologie, tout comme les deux suivantes d'ailleurs, qui mettent en lumière les contextes et les conséquences pratiques de leur exercice. L'anthropologue Claude Ardit et le sociologue Gautier Pirotte abordent de manière renouvelée des préoccupations anciennes, comme le développement rural pour le premier, et les rapports entre les dynamiques du dedans et du dehors pour le second. Claude Ardit nous offre une rapide présentation de l'histoire de l'anthropologie du développement et met en lumière « l'oubli » *de facto* des leçons des enquêtes de terrain de la discipline dans la fabrication des prémisses du développement rural, si longtemps laissé de côté par les organisations internationales. G. Pirotte, au contraire, évalue la problématique inédite de la société civile comme acteur politique et comme réalité

sociologique au Bénin : ce sont toutes les illusions de la démocratisation ou encore du rôle autonome des ONG qui se trouvent ici confrontées à une analyse sociétale rigoureuse. L'anthropologue Philippe Lavigne Delville sait bien de quoi il parle en tant qu'ancien directeur scientifique du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) pendant neuf ans, puisqu'il a été lui-même expert ou consultant sur de nombreux projets à travers le monde, et pas seulement en Afrique. Il nous propose ici une véritable sociologie de la connaissance des pratiques de terrain des chercheurs fondamentalistes et des consultants, y compris et surtout lorsque ces derniers se veulent véritablement réflexifs voire auto-analytiques. L'anthropologue se réfère aux écrits d'une part de Claude Ardit (cité plus haut) portant sur un projet de crédit rural au Niger et, d'autre part, de Sophie Caratini à propos d'un projet d'électrification rurale en Mauritanie. Grâce à une connaissance personnelle des terrains, l'auteur réussit à dévoiler les limites de ces enquêtes notamment en matière d'histoire précise des conflits et des représentations des divers acteurs. Bref, même les chercheurs dits fondamentalistes peuvent généraliser de manière abusive et oublier les leçons méthodologiques de base de l'ethnographie intime.

- 30 Les quatrième et cinquième sections s'attachent aux conditions d'exercice de la recherche concrète. L'expertise et la consultance constituent malheureusement un horizon indépassable en Afrique aujourd'hui mais également ailleurs comme au Brésil d'où nous parle l'anthropologue québécoise Francine Saillant. Jean-Pierre Olivier de Sardan et Boubacar Niane, anthropologue et sociologue, approfondissent leurs analyses en y incluant les problèmes de formations universitaire et professionnelle, l'un à partir de l'exemple du Niger, l'autre du Sénégal. L'importance de l'expérience du LASDEL⁸ justifiait un article qui lui soit explicitement consacré. Quant à F. Saillant, elle tire des leçons de l'utilisation de l'approche anthropologique que lui a inspirée sa collaboration avec trois ONG locales différentes au Brésil. Cette étude comparative montre bien que la bonne volonté ou les idées altruistes ne font pas forcément un bon ménage naturel avec les sciences sociales qui pratiquent le dévoilement pragmatique des rapports latents entre groupes et catégories hiérarchiques.
- 31 Mais une fois formellement achevée, la recherche n'en est pas terminée pour autant, car la question de la restitution des résultats, ce que les experts catégorisent souvent comme une invitation à la participation des populations enquêtées ou objet du projet en examen, se pose de manière décisive : c'est là l'objet de la cinquième et dernière section. Les réflexions et commentaires des anthropologues Jacky Bouju et Laurent Vidal⁹ dépassent de loin le seul cas des études sur et pour le développement : ils abordent ici certains des problèmes majeurs de la déontologie de l'anthropologie et même de sa définition scientifique. Ces deux derniers articles confirment que le développement peut être un moyen de recentrer la discipline sur sa démarche globale et comparatiste en tant que discipline ancrée sur les dynamiques mondiales les plus actuelles¹⁰.
- 32 Nous avons considéré comme un document le Working Paper de l'économiste sud-africain Vishnu Padayachee (rédigé avec la collaboration de Graham Sherbut) qui retrace les mutations de la pensée économique sud-africaine face à la mise en place de la nouvelle économie sud-africaine après 1994. Notre brève présentation du texte explique l'importance conceptuelle et méthodologique que nous lui avons accordée et le modèle qu'il pourrait jouer pour susciter une sociologie de la pensée du développement économique en actes.

- 33 Il paraît probablement plusieurs milliers d'ouvrages sur le développement au sens étroit du terme chaque année dans toutes les langues, sans compter les rapports ou les enquêtes des grandes organisations internationales spécialisées. Nous n'évoquons ici que certains des titres qui correspondent à la thématique du numéro et dont les auteurs sont des chercheurs confirmés ou débutants. Deux chroniques bibliographiques rédigées par les éditeurs du numéro leur permettent de préciser, de manière critique, certaines de leurs intentions éditoriales et scientifiques. La première de C. Freud est consacrée à une controverse d'actualité sur l'aide au développement entre une porte-parole des populations récipiendaires de l'aide et des responsables d'organismes de financement de l'aide ; la seconde de J. Copans passe en revue une vingtaine de titres en histoire des sciences du développement, à des mémoires d'acteurs, à des manuels et surtout à tout un ensemble d'ouvrages en sciences sociales (anthropologie, sociologie, linguistique). Ces derniers confirment par leur nombre le véritable engagement marqué sur le terrain par l'anthropologie. Enfin, une dizaine de comptes rendus complètent cette copieuse section bibliographique.

BIBLIOGRAPHIE

- ABÉLÈS, M. 2008 *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot.
- BALLET, J., DUBOIS, J.-L. & MAHIEU, F.-R. (DIR.). 2009 « Sen, libertés et pratiques du développement », *Revue Tiers Monde*, 198.
- BÉNICOURT, E. 2007 « Amartya Sen : un bilan critique », *Cahiers d'économie politique*, 52 : 57-82.
- BLUNDO, G. 1995 « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'Études africaines*, XXXV (1), 137 : 73-99.
- BONHOMME, J. 2007 « Anthropologues embarqués », *la vie des idées.fr*, <<http://www.laviedesidees.fr/Anthropologues-embarques.html>>.
- COPANS, J. 2009 « L'anthropologie de l'aide humanitaire et du développement est bien une anthropologie sociale globale ! », in L. ATLANI-DUAULT & L. VIDAL (dir.), *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs. Des savoirs aux pratiques*, Paris, A. Colin : 11-15.
- 2011 « L'Afrique noire comme paradigme fondateur des sciences sociales françaises et francophones du développement (1920-2010) », *Ethnologie française*, XLI : 405-414.
- À paraître « Le développement et la mondialisation dans les sciences sociales françaises : une chance ou un nouveau ghetto pour l'anthropologie ? », *Journal des Anthropologues*.
- FECHTER, A.-M. & HINDMAN, H. (EDS.) 2011 *Inside the Everyday Lives of Development Workers. The Challenges and Futures of Aidland*, Sterling, Kumarian Press.
- FREUD, C. 1991 « La zone franc est-elle le bouc-émissaire de l'échec du développement ? », *Cahiers d'Études africaines*, XXXI (1-2), 121-122 : 159-174.
- 2010 *De la Coopération française à la Banque mondiale. Mémoires du développement*, Paris, Karthala.

GILLIARD, P. 2005 *L'extrême pauvreté au Niger. Mendier ou mourir ?*, Paris, Karthala.

OLIVIER DE SARDAN, J.-P. 1990 « Populisme développementiste et populisme en sciences sociales : idéologie, action, connaissance », *Cahiers d'Études africaines*, XXX (4), 120 : 475-492.

SCHMITZ, J. 1990 « L'anthropologie et les disciplines du développement », *Cahiers d'Études africaines*, XXX (4), 120 : 493-507.

TERRAY, E. (DIR.) 1987 *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

NOTES

1. Le numéro cinquantenaire des Cahiers comporte une section intitulée « Politiques, humanitaire et médias » comprenant cinq textes dont seul celui de C. Freud porte sur une question de développement, Les biens publics mondiaux.

2. Le développement n'est pas explicitement au rendez-vous du n° 1 des Cahiers début 1960, ce qui est normal, mais la quasi-totalité des textes de ce numéro porte sur le changement social d'origine coloniale : Georges Balandier, Max Gluckman, Paul Mercier, Yves Person, Henri Brunschwig en sont les auteurs (à chacun de choisir sa problématique !). Le premier numéro des Cahiers qui comporte le terme de développement dans son titre est le n° 103 de 1986 qui publie les communications consacrées au thème « État, développement et sociétés paysannes » lors de la table ronde organisée fin 1985 par le Centre d'études africaines sur l'État contemporain en Afrique. Pour les actes de ce dernier, voir Emmanuel TERRAY (1987). Le n° 120 de 1990 affiche comme l'un de ses trois thèmes « Histoires de développement » avec l'un des premiers articles décisifs de Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (1990) sur la question (voir également dans ce même numéro de 1990, SCHMITZ [1990]). Le numéro suivant, 121-122, intitulé « La malédiction », contient plusieurs textes sur la crise ou le mal-développement dont un de C. FREUD (1991). Notons enfin la parution d'un texte de Giorgio BLUNDO (1995) dans le no 137. Il convient toutefois de rappeler que les Cahiers d'Études africaines ont constitué l'un des moyens d'expression des chercheurs de l'ORSTOM en anthropologie économique, plus ou moins marxiste, au cours des années 1970 : voir notamment le n° 68 (1977) dont les cinq articles des « Mélanges ivoiriens » constituent les fondements d'une approche de l'économie de plantation évidemment liée aux opérations de « développement » du miracle ivoirien des années 1950-1960.

3. Un certain nombre de ces ouvrages sont analysés dans les chroniques bibliographiques de la fin du numéro. Signalons notamment l'existence de nouveaux manuels universitaires, la parution de mémoires d'acteurs du monde du développement, la publication d'une série de communications du colloque « Les mots du développement » tenu en 2007, ou encore la parution quasi simultanée avec ce numéro, d'un numéro de la revue *Ethnologie française* consacré à « L'ethnographie de l'aide » (dirigé par Lætitia Atlani-Duault, à paraître).

4. Voir sur ce dernier point l'ouvrage tout récent édité par A.-M. FECHTER et H. HINDMAN (2011) consacré à la vie professionnelle et quotidienne des « travailleurs du développement ». On en trouvera un compte rendu dans notre chronique bibliographique, COPANS (dans ce numéro).

5. Voir le compte rendu de son ouvrage sur les études africanistes africaines dans la rubrique « Analyses et comptes rendus » (dans ce numéro).
 6. Voir le compte rendu de son ouvrage sur les mémoires du développement dans la rubrique « Analyses et comptes rendus » (dans ce numéro).
 7. En ce qui concerne la pensée de A. Sen, lire les remarques constructives de l'équipe réunie par Jérôme BALLEST, Jean-Luc DUBOIS et François-Régis MAHIEU (2009) dans la *Revue Tiers Monde*, ou, plus critiques, d'Emmanuelle BÉNICOURT (2007). Voir sur ce point les résultats de l'enquête nigérienne de Patrick GILLIARD (2005).
 8. Le Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local est basé au Niger et au Bénin.
 9. Voir le compte rendu de son ouvrage sur l'enquête en anthropologie de la santé ainsi que celui de l'ouvrage qu'il a codirigé avec Lætitia Atlani-Duault dans la rubrique « Analyses et comptes rendus » (dans ce numéro).
 10. Lire Marc ABÉLÈS (2008) ainsi que la préface de Jean COPANS (2009) à l'ouvrage dirigé par L. Atlani-Duault et L. Vidal et l'article déjà cité (COPANS à paraître).
-

AUTEURS

JEAN COPANS

Université Paris Descartes, Paris ; École des hautes études en sciences sociales, Paris ; Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), Montpellier

CLAUDE FREUD

Université Paris Descartes, Paris ; École des hautes études en sciences sociales, Paris ; Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), Montpellier